

Convention collective

IDCC : 8116. – **PERSONNEL D'ENCADREMENT DES EXPLOITATIONS
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(ILE-DE-FRANCE)
(2 décembre 1996)**

(Etendue par arrêté du 21 août 1998,
Journal officiel du 29 août 1998)

■ *Journal officiel* du 23 février 2007

**Arrêté du 15 février 2007 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant le personnel d'enca-
drement des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage
de la région Ile-de-France (n° 8116)**

NOR : *AGRF0700453A*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Régle-
mentaire), notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14,
R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 21 août 1998 portant extension de la convention collective
de travail du 2 décembre 1996 concernant le personnel d'encadrement des
exploitations agricoles de polyculture et d'élevage de la région Ile-de-France
et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 20 novembre 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 24 janvier 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et
du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 18 du 20 novembre 2006 (salaires
minima) à la convention collective de travail du 2 décembre 1996 concernant
le personnel d'encadrement des exploitations agricoles de polyculture et

d'élevage de la région Ile-de-France sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de la forêt
et des affaires rurales :

Le directeur du travail,

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/51 en date du 20 janvier 2007, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.